

Délégation Départementale de la Vienne

Pôle santé publique et environnementale

Dossier suivi par : Patrick Jarry

Téléphone : 05 49 44 68 81

Fax : 05 49 44 83 91

Courriel : patrick.jarry@ars.sante.fr

Courriel service : ars-DD86-sante-environnement@ars.sante.fr

Poitiers, le

Nos réf. : 18PJ019URB052

P.J. : carte et tableau périmètre AEP

1 fiche sur les enjeux sanitaires.

11 qualité AEP

Objet : Elaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de **BEAUMONT**.

Informations à porter à la connaissance du Maire.

Monsieur le Directeur Départemental
Des Territoires de la Vienne
SUA-UP
20, rue de la Providence

86000 POITIERS

SHUT	INFO	ATTR
Chef de Service		
Adjoint		
ACOT		
E-ADS		
FISCALITE		
PH		
PIQC		
RULS		
UP		X

En réponse à votre courriel du 31 janvier dernier concernant l'affaire citée en objet, j'ai l'honneur de vous faire part des informations en ma possession, pouvant être utiles dans le cadre de l'élaboration de ce P.L.U.

Dans le domaine de **l'eau potable**, vous trouverez un avis sanitaire établi par mes services pour l'année 2015. De plus, la commune est affectée, légèrement au Sud-Est, par une servitude de protection de captage d'eau potable. Elle concerne le périmètre de protection rapprochée (PPR) du captage de "Moussais" (Communes de SAINT CYR et de VOUNEUIL S/ VIENNE – D.U.P. du 18 septembre 2006) soumis à des interdictions ou à des réglementations spécifiques pour certaines activités. Ce périmètre, bien que peu impactant pour la commune en terme d'urbanisation, devra figurer au plan des servitudes (carte et tableau des prescriptions joints).

Je rappelle que pour disposer des documents complets, trop volumineux pour vous être adressés par voie électronique, vous pouvez obtenir un accès aux données détaillées des périmètres de protection du Poitou-Charentes sur notre site sécurisé de Nouvelle-Aquitaine, à l'adresse suivante : <https://www.nouvelle-aquitaine.ars.sante.fr/protection-des-captages-0>

En ce qui concerne **l'assainissement**, le schéma de zonage communal a été élaboré. Il sera utile à la définition des zones constructibles et pourra figurer en annexe du dossier. Par ailleurs, un ouvrage d'assainissement collectif par boue activée, d'une capacité de 3500 équivalents-habitants, dessert le Bourg. Il conviendra de s'assurer que sa réserve de capacité ne soit pas atteinte. En outre, il conviendrait de maintenir une zone *non aedificandi* de 100 mètres (vis-à-vis des habitations et des bâtiments recevant du public) autour de cet ouvrage à ciel ouvert.

D'une manière générale, **le futur règlement** devra intégrer une clause de sauvegarde pouvant aller jusqu'à interdire toute construction susceptible de créer ou de subir des nuisances (altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et les éléments toxiques...). Je joins également une fiche récapitulant les principes généraux **des objectifs sanitaires** à atteindre.

Enfin, je vous informe que mes services souhaiteraient être associés à la procédure d'élaboration de ce document d'urbanisme.

Pour le Directeur Général,
Par délégation, l'Ingénieur Sanitaire
Responsable du pôle,

Joël ROBERT

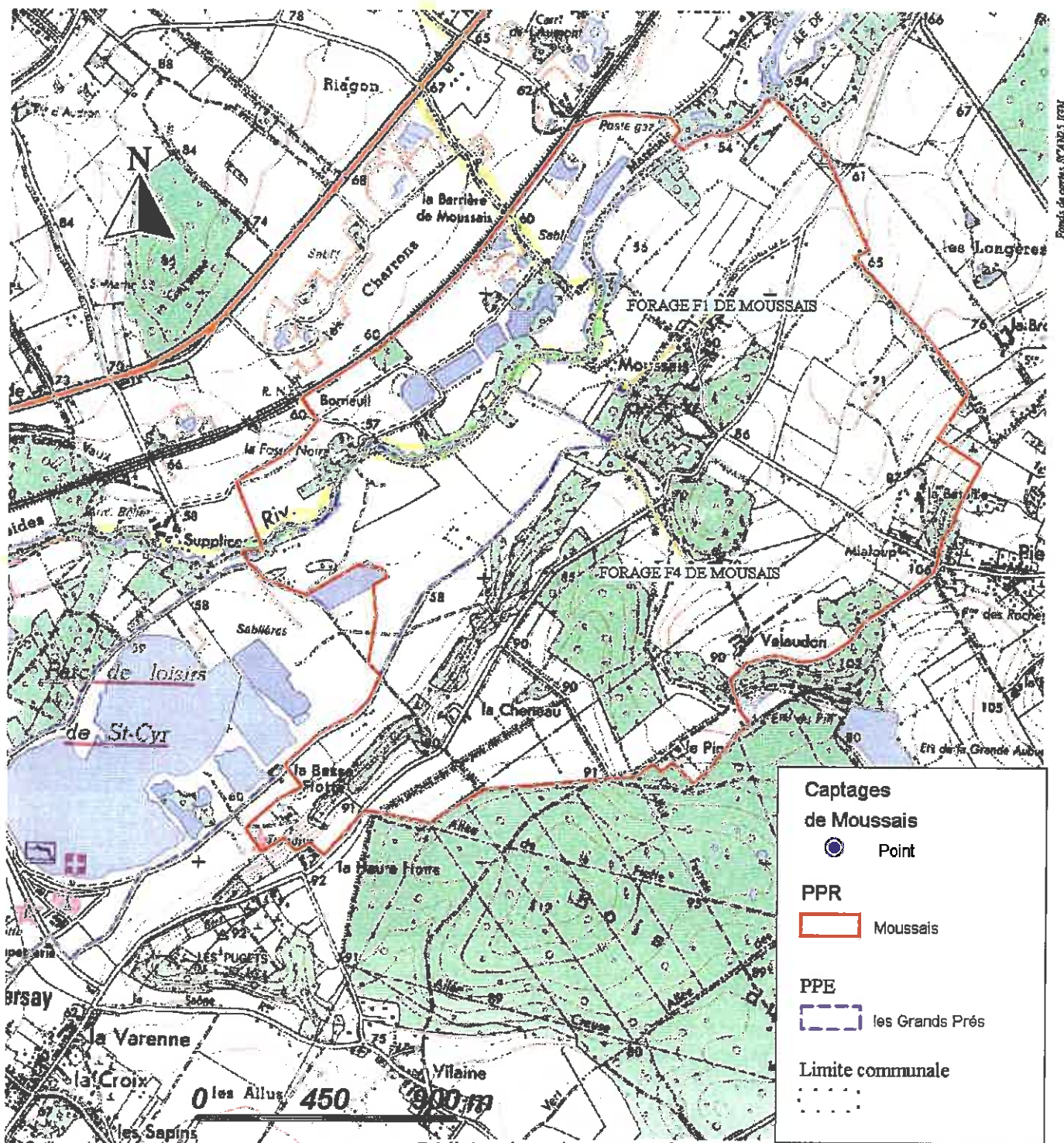


Communes de Saint-Cyr et Vouneuil-sur-Vienne Captages de Moussais

Maître d'ouvrage : SEM DE MOUSSAIS

Gestionnaire : SIVEER

Dup 18/09/2006



Réalisé par le service Santé-Environnement de la DDASS 86 (Janv. 2000)

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en date de ce jour,
POITIERS, le 18 SEP. 2006

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Frédéric BENET-CHAMBELLAN

Avis hydrologique/V.L./Mars 2000

COMMUNE : Vouneuil et St Cyr (86)
SYNDICAT : S. Intercommunal de Production d'Eau
de Moussais

POINT D'EAU: Forages F1 et F4 de Moussais
DATE: Mars 2000

PERIMETRES DE PROTECTION
TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Périmètre approuvé				
		Interdiction	Réglementation spéciale (1)	Réglementation générale (2)		
1	La création de forage ou de puits					
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières					
3	L'ouverture d'excavations autres que carrières et celles nécessaires à la réalisation de travaux liés à la construction et au passage de constructions					
4	La recouvrement des excavations ou des carrières existantes					
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'inventaires, de déchets, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'affecter la qualité des eaux					
6	L'entretien de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau					
7	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou épurées					
8	L'implantation de conduites d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux					
9	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux					
10	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux de la rubrique 11					
11	Le stockage de fientes, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ravages des cultures					
12	Le stockage d'engrais fertilisants destinés à la fertilisation du bétail					
13	L'épandage et l'utilisation d'eaux usées d'origine domestique					
14	L'épandage de fientes, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols, autres que ceux de la rubrique 15					
15	L'épandage de fientes, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus de défilage ou de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire					
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ravages des cultures (produits phytosanitaires ou approuvés)					
17	L'entretien d'étables ou de écuries					
18	Le passage des animaux					
19	L'installation d'ouvrages ou d'édifices destinés au bétail					
20	Le décloisonnement					
21	La création d'étable					
22	Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes					
23	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation					
24						

(1) Réglementation spéciale à la protection du point d'eau

(2) Réglementation générale relative aux forages (PCE, R30, ...)

Tableau 3 - Etat récapitulatif des prescriptions

QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE en 2016

COMITE LOCAL
BEAUMONT

Le contrôle sanitaire des eaux d'alimentation qui relève de la compétence de l'Etat est assuré par l'Agence Régionale de la Santé Nouvelle-Aquitaine, avec la collaboration du laboratoire agréé (IANESCO de Poitiers dans la Vienne) pour la mise en œuvre du programme annuel de prélèvements et d'analyses d'eaux. La surveillance au quotidien de la qualité des eaux et l'exploitation des ouvrages sont exercées par le syndicat Eaux de Vienne – Siveer.

Présentation des Unités de Distribution d'eau (UDI) :

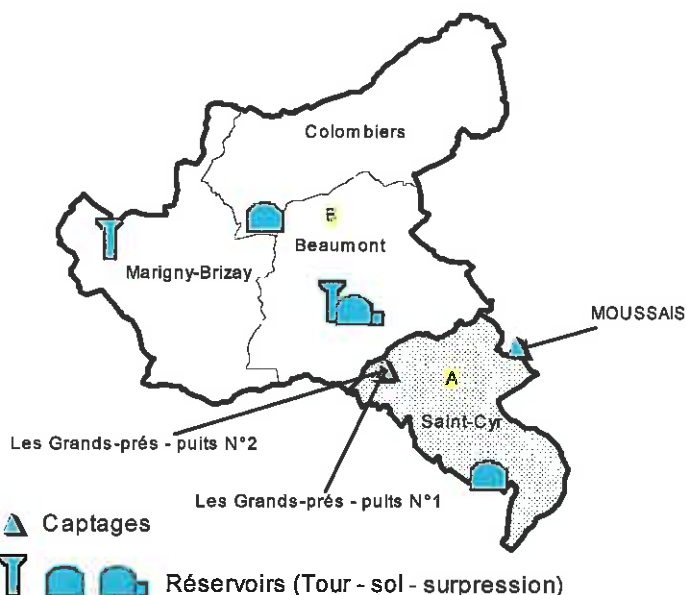
Deux UDI ont été définies afin de tenir compte des différents approvisionnements en eau dans le syndicat d'eau.

Origine de l'eau :

L'UDI **A** est alimentée en mélange avec les eaux du captage de **Moussais** sollicitant l'aquifère captif du jurassique supérieur et le puits n° 2 des **Grands Prés**.

L'UDI **B** est desservie par le captage d'eau souterraine des **Grands Prés**, situé sur la commune de St Cyr, qui est constitué de deux puits de faible profondeur :

- Le puits n°1 capte les eaux de la nappe alluviale et celle située dans les calcaires du jurassique moyen ;
- Le puits n°2 ne capte que l'eau des alluvions du Clain.



Traitement : L'eau pompée aux **Grands Prés** ne subit qu'un simple *traitement de désinfection au chlore gazeux* alors que celle des captages de **Moussais** subit une *défermentation et désinfection au chlore gazeux* avant d'être distribuée à la population.

Contrôle : 63 prélèvements représentant 2185 paramètres d'analyses ont été réalisés sur les différents points de surveillance, conformément aux modalités prévues par la réglementation.

Protection des ressources :

La **procédure administrative** (arrêté préfectoral de DUP avec une inscription au fichier des Hypothèques) est terminée pour les captages P1 et P2 des **Grands Prés** et **Moussais**.

Qualité de l'eau distribuée :

PARAMETRES	Limites ou Réf. de qualité	RESULTATS 2016 Teneurs moyennes	
		Unité A (Moussais)	Unité B (Grands Prés)
pH	Entre 6,5 et 9	7,4	7,3
Conductivité (μ S/cm à 25°C)	200 - 1100	669	695
TURBIDITE (NFU)	2	0,09	0,08
DURETE (TH en °F)	Néant	30,7	32,6
NITRATES (en mg/l)	50	4,6	25,2
FLUOR (en mg/l)	1,5	1,07	0,18

Bactériologie

- Les analyses microbiologiques des eaux, qui comportent la recherche de germes témoins d'une contamination fécale, ont été d'**excellente qualité** pour les 2 UDI.

Minéralisation

- Les eaux distribuées sont d'une minéralisation élevée, bicarbonatées calciques et d'un pH légèrement basique.

Turbidité

- L'eau distribuée renferme une **faible** turbidité (inférieure ou égale à 0,3 NFU) qui témoigne d'une bonne transparence.

Dureté

- La dureté provient de la présence d'ions calcium et magnésium dans l'eau. On l'exprime par la mesure du Titre Hydrotimétrique (TH) en degrés Français (1 °F = 4 mg/l de calcium et 0,7 °anglais et 0,56 ° allemand). Les eaux distribuées renferment une dureté **importante**.

Fluor

- Le **fluor**, oligo-élément pouvant être présent naturellement dans l'eau, est bénéfique à doses modérées (entre 0,5 et 1,5 mg/l) pour la prévention des caries dentaires. Les eaux alimentant l'**unité B** en renferment de **très faibles quantités** et **des apports complémentaires** par des comprimés après avis médical, ou par du sel fluoré **peuvent être conseillés**. Cette préconisation ne s'applique **pas aux eaux plus fluorées** distribuées dans l'**unité A** (commune de St Cyr).

Nitrates

- Les teneurs moyennes et de pointes demeurent **modérées**.

Pesticides

Les recherches effectuées sur plus de 200 substances en sortie de l'usine de traitement des **Grands Prés** ont montré **quelques traces d'hydroxy-atrazine** (0,03 μ g/l), inférieures cependant à la valeur limite de qualité fixée à 0,1 μ g/l par produit. Les recherches effectuées sur **Moussais** sont toutes restées **inférieures au seuil de détection du laboratoire** (<0,01 μ g/l).

Conseils et recommandations :

- En cas d'absence de votre domicile pendant plusieurs jours, un risque éventuel de dégradation de la qualité de l'eau lié à une stagnation prolongée de celle-ci dans les canalisations peut survenir. Il est alors recommandé de **laisser couler quelques litres d'eau avant de la prélever pour des besoins alimentaires**.
- Pour éliminer les éventuels goûts de chlore, **vous pouvez conserver l'eau au frais quelques heures avant de la consommer**.
- **Si vos canalisations et branchements sont en plomb, il est fortement conseillé de les remplacer**. Dans l'attente, et avant de consommer l'eau, il est recommandé de la laisser couler quelques minutes au robinet et/ou de tirer une chasse d'eau, afin de réduire les quantités de plomb dissous dans l'eau.
- **Seule l'eau du réseau public peut être déclarée potable**. Les ouvrages privés (puits particuliers, récupérations d'eau de pluie) doivent être déclarés en mairie et ne doivent en aucun cas être connectés sur le réseau intérieur d'eau potable

Pour plus d'informations...

Veillez consulter votre mairie, votre exploitant, ou l'Agence Régionale de Santé, ou suivre le lien suivant : Qualité de l'eau du robinet par ville.

<http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable>



OBJECTIFS SANITAIRES APPLICABLES AUX DOCUMENTS D'URBANISME

Le document d'urbanisme doit élaborer un projet de développement durable dans un souci d'équilibre, de diversité et de respect de l'environnement. Il vise notamment à assurer la protection de la santé des populations et la prévention des risques et des nuisances au travers de :

◆ L'alimentation en eau potable

"Toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation" (article L. 1321-2 du code de la santé publique)

Pour assurer cet objectif, il importe d'alimenter les zones d'urbanisation par une distribution publique (captage et réseau). Ainsi, le PLU doit présenter les conditions d'alimentation en eau de la commune : ressources, distribution, consommation. A partir de cet état des lieux, est démontrée l'adéquation entre les besoins en eau suscités par le développement de l'urbanisation au terme du PLU et les moyens mobilisables. Cette démarche prend en compte les aspects tant qualitatifs que quantitatifs en veillant à une gestion équilibrée de la ressource.

Le PLU recensera également les constructions non desservies par une distribution publique. Dans ce cas, les ressources privées destinées à la consommation humaine, autres que celles réservées à l'usage personnel d'une famille, devront faire l'objet d'une autorisation préfectorale. L'extension de ces constructions sera conditionnée à la desserte par un réseau public d'eau potable ou à la compatibilité du projet avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Pour les constructions d'habitation (à usage unifamilial), en l'absence du réseau public notamment en zone agricole, l'autorisation préfectorale n'est pas exigée, toutefois une déclaration doit être faite auprès de l'ARS et de la DREAL.

Les projets d'urbanisation devront être compatibles avec la protection de ces ressources.

◆ La qualité de l'air

"L'Etat, les collectivités territoriales ainsi que les personnes privées concourent à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à la santé.

Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et utiliser rationnellement l'énergie" (extrait de l'article L. 220-1 du Code de l'environnement)

Dans cette optique, le PLU peut notamment conseiller la diversification des plantations dans le cadre d'un cahier des charges des prescriptions architecturales et paysagères afin de contribuer à améliorer la santé des populations sensibles à certains pollens (particulièrement de cupressacées : cyprès, thuya...).

◆ La lutte contre le bruit

"La lutte contre le bruit a pour objet de prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précautions des bruits ou vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou porter atteinte à l'environnement" (extrait de l'article L.571-1 du Code de l'environnement)

Le bruit pose un problème de santé publique et constitue depuis plusieurs années une préoccupation majeure. Il est souvent perçu subjectivement, son appréciation dépend de nombreux facteurs : physiques (absorption, réflexion), physiologiques (acuité auditive), voire psychologiques (répétition, durée...).

Le PLU constitue un outil de prévention permettant de prendre en compte en amont les contraintes acoustiques liées à l'implantation de voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipements de loisirs. Une réflexion à ce stade permet d'apporter des réponses efficaces et économiques et prévenir ainsi les impacts sur la santé.

Il est rappelé également que les établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée doivent faire réaliser des études d'impact de façon à limiter le niveau de la pression acoustique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements.

◆ Le traitement des déchets

" Toute personne qui produit ou détient des déchets dans des conditions de nature à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination" (extrait de l'article L. 541-2 du Code de l'environnement)

Les déchets peuvent constituer en effet un risque pour l'environnement et la santé de l'homme ainsi qu'une source de nuisances pour les populations. Pour répondre à ces préoccupations et organiser la gestion des déchets à une échelle plus vaste que la commune, le code de l'environnement a prévu l'élaboration de plans qui définissent les modalités de traitement des déchets devant être appliqués sur les différentes parties du territoire. Des plans départementaux organisent le traitement des déchets ménagers. Ces plans concernent différentes catégories de résidus urbains (ordures ménagères, encombrants, déchets verts, boues de station d'épuration...) que les communes doivent diriger vers des installations conformes à la réglementation en vigueur. L'élimination des déchets en dehors de telles installations est interdite.

Ainsi, le PLU doit décrire l'organisation de la collecte et du traitement de l'ensemble des déchets mise en œuvre sur la commune tant pour ce qui concerne les compétences communales qu'intercommunales.

Par ailleurs, si la destination des boues issues d'un dispositif d'épuration communal n'est pas organisée, elles doivent être valorisées ou éliminées suivant une filière réglementaire. Dans le cas où la solution retenue est la valorisation agricole, un plan d'épandage doit être élaboré en application du décret du 8 décembre 1997.

Les zones de développement de l'urbanisation doivent notamment prendre en considération la proximité des secteurs d'épandage compte tenu des risques de nuisances olfactives.

D'une manière générale, les zones urbanisables doivent respecter :

- la protection de la ressource en eau ;
- un éloignement suffisant des installations à risques ou nuisantes, existantes ou abandonnées (dispositifs épuratoires, centres de traitement des déchets, établissements industriels ou artisanaux, bâtiments d'élevage, anciens dépôts de déchets, zones d'épandage de boues...) ;
- les contraintes liées à la création ou à l'existence de lignes électriques ou de relais de radiotéléphonie.

